BOUIRA

Les rappelés du service national exigent leurs droits

Après les gardes communaux et les anciens combattants du Moyen-Orient, c'est au tour des rappelés du service national de revendiquer un statut et une prise en charge, comme gage de gratitude d'un pays envers une frange qui s'est sacrifiée pour assurer la sécurité de ses concitoyens.

A quelques heures de la célébration grandiose du 49e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, les autorités locales n'ont pas dérogé à la règle et sont restées, comme à l'accoutumée, indisponibles.

Ce ne sont pas moins de 270 hommes, rappelés durant la période allant de 1995 à 1999 pour faire face au terrorisme, qui se sont rassemblés dimanche dernier devant la wilaya de Bouira pour exiger des autorités compétentes, notamment le premier magistrat de la wilaya, de daigner prendre en compte leurs doléances.

La reconnaissance de leurs sacrifices a, pour certains, coûté la perte de facultés physiques ou mentales.

La prise en charge financière, sociale et médicale ainsi que le droit de s'organiser en association sont exprimés par ces héros qui ont bravé tous les dangers pour répondre à l'appel de la patrie, durant une décennie noire et sanglante devant laquelle peu de gens ont pu rester dignes. Ainsi, et pour la deuxième fois, ces rappelés du service national ont fait les frais du mutisme et de l'impassibilité des responsables de la wilaya, qui n'ont même pas voulu les recevoir.

Photo : DR

Les problèmes de logement et de travail ont également été parmi les requêtes de ces anciens militaires qui, à cause de leur engagement, n'ont pu garder leur emploi, ni garantir pour leurs familles des logements décents. A l'exemple de certains qui, faute de toit, trouvent refuge dans des hammams ou des cafés. Drôle de reconnaissance de la part d'une république qui se veut clémente envers les repentis terroristes, et qui grince des dents à l'idée d'aider de vaillants citoyens, meurtris par tant d'ingratitude.

Katya Kaci

AÏN TÉMOUCHENT

Réouverture prochaine de l'abattoir avicole de Aïn-Kihel

Fermé depuis une quinzaine d'années, l'abattoir avicole de Aïn-Kihel rouvrira ses portes prochainement. C'est ce qu'on a appris du chef de l'exécutif lors de la dernière session de l'APW tenue hier.

Cet abattoir, qui est implanté sur une superficie de 31 000 m² dont 3 880 m² bâtis, a obtenu son arrêté d'exploitation et devra reprendre ses activités dans les semaines à venir.

Quelques travaux permettant l'alimentation de cette structure par l'eau et l'énergie électrique sont menés pour pouvoir lancer son démarrage. A noter que cet abattoir a fermé ses portes depuis l'année 1997 suite à la baisse de production.

Il devra produire jusqu'à 3 000 poulets par heure, avec en sus la production de la viande blanche. L'abattoir produira également de la farine qui servira d'alimentation au bétail.

Sa mise en exploitation devra créer plus d'une centaine de postes d'emploi directs sans compter des emplois indirects à travers les 28 communes de la wilaya et d'autres wilayas limitrophes. En effet, cette structure devra approvisionner la wilaya de Aïn Témouchent et même celles avoisinantes. La wilaya de Aïn Témouchent compte plus de 1 500 aviculteurs dont une grande partie n'est pas opérationnelle en raison de grosses pertes dans l'élevage et aussi à la cherté de l'aliment du bétail. Les communes de Aïn El Arba et Oued Sebbah fournissent à elles seules plus de 60% de la production avicole de la wilaya de Aïn-Témouchent. La mise en exploitation de cet abattoir devra, sans doute, fixer le prix de la viande blanche qui connaît actuellement de nombreuses fluctuations.

S. B.

OUM-EL-BOUAGHI

Les stations-service baissent rideau

Les automobilistes de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi ne savent plus à quel saint se vouer. Dès les premières heures de la journée, de longues chaînes se forment devant les stations d'essence.

Parfois, au milieu de la journée, les stocks de carburant sont totalement épuisés et les stations-service baissent rideau au grand dam des automobilistes. Ce phénomène qui date depuis quelque temps est causé par les trabendistes qui ne reculent devant rien.

Encouragés par les soulèvements populaires qu'ont connus la Tunisie et la Libye, ces trabendistes utilisent des véhicules au GPL pour remplir les réservoirs en essence ou gasoil pour acheminer des quantités importantes vers ces pays.

Il semblerait que chaque livraison rapporterait 2 500 DA, et il arrive que certains fraudeurs effectuent deux voyages par jour. Ce phénomène pénalise lourdement les automobilistes.

Certains usagers que nous avons rencontrés, les nerfs à vif, nous ont déclaré qu'ils sont contraints d'immobiliser leurs véhicules. Nous apprenons, par ailleurs, que pour dissuader les trabendistes, un arrêté de wilaya est promulgué et remis aux différentes stations pour limiter les livraisons à 600 DA. Malheureusement, certains pompistes trichent. Il semblerait même que certaines stations trouvent leurs comptes en livrant des quantités importantes à des prix supérieurs aux tarifs conventionnels.

Finalement, malgré la vigilance des services de sécurité au niveau des frontières, nos produits dits stratégiques continuent de franchir nos frontières en portant un coup à l'économie nationale.

Moussa Chtatha

KHENCHELA

100 cas d'hépatite enregistrés

Lors d'une campagne de don de sang entamée il y a quelques jours au niveau de l'hôpital Saâdi-Maâmer à Cherchar, 50 km au sud de la wilaya, 100 personnes ont été signalées porteuses d'hépatites A, B et C.

Selon une source médicale crédible, 45 personnes sont atteintes d'hépatite A, 56 d'hépatite B et 4 d'hépatite C. Cette situation confirme les déclarations récentes de M. Boualague, président de l'association des malades de l'hépatite, qui a confirmé que Khenchela est l'une des wilayas classée en tête de liste de contamination par les virus d'hépatite.

Benzaïm Abdelouahab

M'KHATRIA (AÏN DEFLA)

Un père de famille se suicide par pendaison

Tôt dans la matinée d'hier, des passants ont fait une découverte macabre au douar Telghout, dans la commune de M'khatria, à l'est de Aïn Defla.

Il s'agit du corps de A. Mohammed, 44 ans, marié et père d'une enfant, demeurant au douar Beni Naghlène, à la périphérie nord de la commune de Aïn Defla, qui a mis fin à ses jours en se pendant avec du fil de fer d'attache à un caroubier proche de son domicile.

Si la thèse du suicide semble être retenue après les premières constatations faites par les éléments de la brigade de gendarmerie, une enquête ordonnée par le procureur de la République près le parquet de Aïn Defla a été ouverte pour déterminer les circonstance précises ainsi que les causes ayant poussé ce père de famille à cet acte de désespoir

Après les constatations d'usage, les hommes de la Protection civile ont déposé le corps du défunt à la morgue de l'hôpital Makour-Hamou de Aïn Defla.

Cet acte de suicide présumé est le sixième enregistré dans la wilaya de Aïn Defla durant ces six derniers mois.

Karim O.